ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 25 octobre 1978, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux radiocommunications", a donné le 11 décembre 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdelin wetgeving, tweede kamer, de 25e oktober 1978 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de radioberichtgeving", heeft de 11e december 1978 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

I. Le projet, dans certaines de ses dispositions, s'exprime en des termes si généraux, soit pour conférer des attributions à la Régie des télégraphes et des téléphones, soit pour énoncer des interdictions, qu'il convient d'examiner dans quelle mesure l'objet étendu qu'il se donne n'appartient pas en partie à la compétence des conseils culturels plutôt qu'à celle du législateur national.

Suivant l'article 2, 6°, de la loi du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle néerlandaise, relèvent des matières culturelles visées à l'article 59bis, § 2, 1°, de la Constitution "la radiodiffusion et la télévision, à l'exclusion de l'émission de communications du Gouvernement ainsi que de publicité commerciale".

La Convention internationale des télécommunications, faite à Montreux le 12 novembre 1965, et approuvée avec ses annexes par la loi du 15 juin 1971, donnait en son annexe 2, article 417, la définition suivante du "service de radiodiffusion" (1) :

"Service de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émissions".

.../...

(1) Cette Convention a été remplacée par la Convention internationale des télécommunications, faite à Malaga-Torremolinos le 25 octobre 1973 et approuvée par la loi du 8 février 1978, mais la définition donnée en annexe du "service de radiodiffusion" est restée la même.

Bien qu'aucune allusion n'ait été faite à la Convention du 12 novembre 1965 au cours des travaux préparatoires de l'article 2 de la loi du 21 juillet 1971, il faut admettre que le législateur, lorsqu'il a utilisé dans celle-ci les termes de radiodiffusion et de télévision, ne s'est pas écarté de la définition de ces termes, telle qu'elle est donnée à l'article 417 de l'annexe 2 de la Convention qu'il venait d'approuver par la loi du 15 juin 1971.

Après avoir souligné que "la radio-télévision qui fait l'objet du sexto (de l'article 2) ... a particulièrement retenu l'attention (de la Commission de revision de la Constitution)", M. Wigny, rapporteur, a évoqué devant la Chambre des représentants diverses questions que la Commission s'était posées et notamment celle-ci : "Les conseils culturels peuvent-ils autoriser des émetteurs libres ? La réponse a été négative car la répartition des ondes pose un problème national et même international" (Pasinomie, 1971, p. 1478). Cette opinion ne signifie cependant pas que les conseils culturels seraient sans compétence à l'égard de services, publics ou non, qui auraient obtenu des autorités nationales de bénéficier de la "répartition des ondes", c'est-à-dire de disposer d'une fréquence.

Il s'ensuit que les autorités nationales ont compétence en ce qui concerne l'attribution et les conditions d'utilisation des fréquences, ainsi que les radiocommunications autres que la radiodiffusion et la télévision. Ces dernières, qui relèvent pour le surplus de la compétence des conseils culturels se distinguent des autres radiocommunications par le critère de destination établi par les annexes 2 aux Conventions de Montreux et de Malaga-Torremolinos : elles "sont destinées à être reçues directement par le public en général".

.../...

Sans doute le monopole de fait dont jouissent les deux Instituts nationaux de radiodiffusion et de télévision rend-il actuellement cette distinction quelque peu théorique. Il importe néanmoins que les compétences législatives nationales ne soient pas confondues avec celles des conseils culturels, alors surtout que le monopole dont il s'agit n'est pas de droit.

Les textes des articles 1er, 2 et 4 appellent, à cet égard, les précisions qui seront proposées ci-après.

II. Le texte néerlandais du projet, dans son intitulé et dans nombre de ses dispositions, porte le mot "radioberichtgeving" là où le texte français porte "radiocommunications".

Il s'écarte ainsi de la terminologie ("radioverbinding"), non seulement de la loi du 14 mai 1930, mais aussi de la traduction des conventions précitées de Montreux et de Malaga-Torremolinos.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il ne conviendrait pas de préférer "radioverbinding" à "radioberichtgeving", dans un souci d'uniformité, d'une part, et afin de prévenir toute confusion entre les services de radiodiffusion et les autres radiocommunications, d'autre part, notamment pour les raisons de compétence évoquées au n° I.

.../...

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Au 1°, les mots "Ministre compétent" devraient être remplacés par "Ministre". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Au 3°, b, il y a lieu d'écrire : " ... à l'exclusion de ceux qui sont spécialement conçus ...".

Pour faciliter l'application de l'observation générale relative à la compétence du législateur national et à la limitation corrélative du domaine de la loi en projet, il y aurait lieu d'ajouter un 7° dont la rédaction reproduirait la définition du "service de radiodiffusion" donnée par la Convention internationale des télécommunications :

"7° service de radiodiffusion : service de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émission".

Article 2.

Pour les raisons exposées dans l'observation générale, il y aurait lieu de compléter cet article par les mots :

"... à l'exclusion des services de radiodiffusion".

Article 3.

L'alinéa 1er soumet à autorisation, non seulement l'établissement et l'utilisation d'une station ou d'un réseau de radiocommunication, mais encore la détention d'un appareil émetteur ou récepteur de radiocommunication.

De l'accord des fonctionnaires délégués, il s'indiquerait que le projet soit complété par une disposition permettant au Roi de déterminer les cas où l'autorisation n'est pas requise. (Ces cas viseraient, par exemple, certains appareils ou dispositifs tels les télécommandes ou certains jeux).

L'expression "à bord d'un bateau, aéronef ou autre support de nationalité belge" -qui remplace l'expression "à bord d'un navire, bateau ou aéronef de nationalité belge" utilisée dans la loi du 14 mai 1930- est critiquable. Seuls les navires (au sens de l'article 1er du livre II du Code de commerce) et les aéronefs peuvent posséder la nationalité belge (article 1er de la loi du 2 avril 1965 relative à la nationalité des navires de mer et l'immatriculation des navires de mer et des bateaux d'intérieur et article 6 de

.../...

la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne). Il est, dès lors, erroné de parler de la nationalité belge d'un bateau ou de tout autre support. L'expression critiquée pourrait être remplacée par l'expression suivante (qui s'inspire de la rédaction de l'article 7 de la loi du 13 juin 1969 sur le plateau continental de la Belgique) : "à bord d'un navire ou d'un aéronef de nationalité belge ou d'un bateau ou de tout autre support soumis au droit belge".

Cette observation vaut aussi pour les articles 4 et 5 du projet.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 3 :

"§ 1er. Nul ne peut, dans le Royaume ou à bord d'un navire ou d'un aéronef de nationalité belge ou d'un bateau ou de tout autre support soumis au droit belge, détenir un appareil émetteur ou récepteur de radiocommunication, ni établir et faire fonctionner une station ou un réseau de radiocommunication sans avoir obtenu l'autorisation écrite du Ministre compétent. Cette autorisation est révocable.

§ 2. Le Roi fixe les règles générales d'octroi et de révocation de l'autorisation visée au § 1er. Il peut déterminer les cas où cette autorisation n'est pas requise.

§ 3. Le Ministre compétent fixe les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux autorisés. Il peut déléguer son pouvoir d'accorder des autorisations à un fonctionnaire de la Régie, ci-après dénommé son délégué.

.../...

§ 4. Aucune autorisation n'est requise pour les stations émettrices de radiodiffusion des Instituts de la radiodiffusion-télévision belge, ni pour les stations de radiocommunication établies et utilisées à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du Ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces Alliées".

Article 4.

Le littera a) devrait préserver les compétences des conseils culturels, ainsi qu'il a été exposé dans l'observation générale. Il est proposé de l'introduire par les mots :

"a) sans préjudice des dispositions applicables aux services de radiodiffusion, émettre ou tenter ... (la suite comme au projet)".

L'alinéa 2 du littera c) de l'article 4 du projet tend à accorder au secret des radiocommunications une protection légale analogue à celle que l'article 22 de la Constitution assure aux lettres confiées à la poste. Cette disposition du projet s'inspire, au surplus, de l'article 3, littera b), de la loi du 14 mai 1930.

Il est douteux que l'intention du législateur de 1930 et celle des auteurs du projet aient été d'interdire la divulgation de la seule existence de radiocommunications réalisées par des personnes qui ne seraient pas détentrices d'une autorisation régulière et il est également douteux que la disposition en question doive être interprétée comme emportant dérogation à l'article 30 du Code d'instruction criminelle.

Il est proposé de compléter l'alinéa 2 par les mots : "sauf dans les cas où cette révélation est imposée ou autorisée par la loi".

.../...

Article 5.

La rédaction de l'alinéa 1er gagnerait à être allégée et précisée, compte tenu de l'une des observations faites à l'article 3. Le texte suivant est proposé :

"Sont interdits l'établissement ou l'exploitation, à bord d'un navire ou d'un aéronef, de quelque nationalité que ce soit, ou d'un bateau ou de tout autre support, quel que soit le droit auquel il est soumis, d'un service de radiodiffusion dont les émissions sont destinées à être reçues ou sont susceptibles d'être reçues sur le territoire ou sur une partie du territoire d'un des pays contractants de l'accord européen pour la répression des émissions de radiodiffusion effectuées par des stations hors des territoires nationaux, conclu à Strasbourg le 22 janvier 1965 et approuvé par la loi du 18 juillet 1967.

Nul ne peut, dans le Royaume ou à bord d'un navire ou d'un aéronef de nationalité belge, ou d'un bateau ou de tout autre support soumis au droit belge, et aucun Belge ne peut, hors du Royaume, établir ou exploiter l'un des services de radiodiffusion visés à l'alinéa 1er, ni collaborer directement ou indirectement à l'établissement ou à l'exploitation d'un tel service".

Dès lors qu'en son alinéa 4, l'article procède par énumération des engins dont le sauvetage pourrait être assuré par certaines émissions, il s'indique que cette énumération soit complète et qu'elle tienne compte de la loi du 16 février 1977 portant approbation de l'accord sur le sauvetage des astronautes.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Les dispositions du présent article ne visent pas les actes accomplis en vue de secourir ou d'assurer le sauvetage d'un navire, d'un aéronef, d'un objet flottant ou aéroporté ou d'un engin spatial en détresse ou de sauvegarder la vie humaine".

Article 6.

La Belgique ne "souscrit" pas à des règlements. Ceux-ci s'imposent à elle en vertu d'accords auxquels elle a souscrit.

L'observation relative à la nationalité des "supports" vaut aussi pour cette disposition.

L'alinéa 1er de celle-ci serait donc mieux rédigé comme suit :

"Sans préjudice des dispositions des accords internationaux auxquels la Belgique a souscrit ou des règlements pris en exécution de ces accords, une station de radiocommunication installée à bord d'un navire ou d'un aéronef se trouvant dans le Royaume ne peut, quelle que soit la nationalité de ce navire ou de cet aéronef, communiquer avec d'autres stations de radiocommunication que par l'intermédiaire des stations terrestres belges des services mobiles maritimes ou aéronautiques, selon le cas".

+

Aux alinéas 2 et 3, les mots "du présent article" doivent être omis.

+

.../...

A l'alinéa 2, a, il conviendrait d'utiliser, pour désigner les services du Ministère de la Défense nationale, la même formule que celle qui a été proposée pour le § 4 de l'article 3. La même observation vaut pour les articles 7, 8 et 9.

A l'alinéa 2, b, les mots "pour autant que les circonstances justifient ces signaux, appels ou messages" sont superflus et doivent être omis. Il appartiendra, en effet, au tribunaux de juger dans chaque cas s'il s'est agi de véritables signaux de détresse etc. et si la dérogation à l'alinéa 1er s'est par conséquent trouvée justifiée.

Enfin, il serait préférable de substituer aux mots "qu'ils comportent" les mots "qui leur sont données".

Article 7.

Tel qu'il est rédigé, cet article paraît interdire la mise en vente ou en location des appareils émetteurs ou récepteurs de radiocommunication qui n'auraient pas été agréés au préalable par la Régie, sans distinguer si ces appareils sont destinés à l'exportation ou à l'utilisation à l'intérieur du Royaume.

Au cas où le Gouvernement entendrait limiter l'agrément aux appareils destinés à l'utilisation à l'intérieur du Royaume, le texte devrait être précisé en ce sens.

Sous le bénéfice de cette observation, l'article 7 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 7.-

Aucun appareil émetteur ou récepteur de radiocommunication ne peut être mis en vente ou en location pour usage

.../...

en Belgique, s'il n'a été agréé par la Régie comme satisfaisant aux prescriptions techniques fixées par le Ministre compétent.

Le Ministre compétent arrête les modalités de l'agrément.

L'alinéa 1er n'est pas applicable au matériel radioélectrique commandé à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du Ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces Alliées".

L'observation faite à propos de l'article 7 vaut également pour l'article 8 du projet.

Article 8.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 8.-

Il est interdit de vendre, de donner en location, de prêter ou de donner un appareil émetteur ou récepteur de radiocommunication pour usage en Belgique à quiconque n'a pas obtenu l'autorisation prévue par l'article 3, alinéa 1er.

Les constructeurs, vendeurs ou loueurs d'appareils émetteurs ou récepteurs de radiocommunication et toute personne qui, même occasionnellement vend, donne en location, prête ou donne un appareil ou un ensemble de pièces permettant la construction d'un tel appareil, doivent en faire la déclaration au Ministre compétent ou à son délégué.

.../...

La déclaration doit indiquer :

1° la nature et la date de l'opération;

2° les nom et prénoms ou la raison sociale et l'adresse de l'acquéreur;

3° le numéro de l'autorisation prévue par l'article 3, alinéa 1er.

Le déclarant doit s'assurer ... (la suite comme au projet).

Le Roi arrête les modalités ... (la suite comme au projet, dernier alinéa).

Le présent article n'est pas applicable au matériel radioélectrique commandé à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du Ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces Alliées".

Article 9.

A la fin de l'alinéa 1er, les mots "d'appareils de l'espèce" devraient être remplacés par "de ces appareils".

Le début de l'alinéa 2 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Le présent article n'est pas applicable au matériel ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 10.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 10.-

Le Roi arrête les règlements d'administration générale et de police relatifs aux radiocommunications et les règlements relatifs à la protection de celles-ci, notamment les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les appareils susceptibles d'engendrer des perturbations radioélectiques".

Article 12.

Selon les indications fournies au Conseil d'Etat, il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de déroger aux règles de droit qui régissent la responsabilité des personnes de droit public mais seulement d'empêcher que la responsabilité de l'Etat ne se trouve engagée du fait de l'usage fautif ou dommageable que le titulaire d'une autorisation pourrait faire de celle-ci.

L'intention du Gouvernement étant de se soumettre au droit commun et celui-ci n'entrainant nullement le risque contre lequel l'alinéa 1er était censé prémunir l'Etat, la dérogation apparente contenue dans cet alinéa doit être omise.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Le Roi détermine les conditions dans lesquelles le titulaire d'une autorisation est indemnisé de ses frais lorsqu'une modification ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 13.

A l'alinéa ler du texte néerlandais, il convient d'écrire "bij een in Ministerraad overlegd besluit".

Au troisième alinéa, il serait préférable de substituer le mot "indemnité" au mot "indemnisation".

Article 14.

La première phrase de l'alinéa ler serait mieux rédigée comme suit :

"Le Roi peut conférer la qualité d'officier de police judiciaire aux agents de la Régie qu'Il charge de constater les infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci".

Si le Gouvernement n'a pas l'intention de déroger aux dispositions du Code d'instruction criminelle en la matière, les alinéas 2 et 3 de cet article, sont inutiles et doivent être omis.

Article 15.

Le texte néerlandais des trois premiers alinéas devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Dans le texte français des mêmes alinéas, les nombres de jours et de mois d'emprisonnement devraient être écrits en toutes lettres.

L'alinéa 4 devrait préciser que la confiscation est nécessairement prononcée par le tribunal.

Le texte suivant, qui s'inspire de l'article 43 du Code pénal, est proposé :

.../...

"La confiscation des appareils émetteurs et récepteurs ... sera toujours prononcée".

Article 16.

Le texte suivant est proposé :

"Article 16.-
La loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications, modifiée par les lois des 24 décembre 1957 et 18 décembre 1962, est abrogée".

Par ailleurs, la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, dispose à l'article 23, dernier alinéa :

"Sont transférés à la Régie, les droits et obligations attribués au Gouvernement ... par la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique, par l'article ler de la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications".

Il conviendrait d'abroger dans cette disposition, la référence à la loi du 14 mai 1930.

Il est, dès lors, proposé d'ajouter à la loi en projet, un article nouveau rédigé comme suit :

"Article 17.-
Dans l'article 23, alinéa 3, de la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, les mots "par l'article ler de la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications" sont supprimés".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Sommige bepalingen van het ontwerp zijn in zo algemene bewoordingen geformuleerd - hetzij om aan de Regie van Telegrafie en Telefonie bevoegdheden te verlenen, hetzij om verbodsbepalingen te stellen - dat nagegaan moet worden in welke mate het uitgebreide onderwerp dat wordt behandeld niet voor een deel tot de bevoegdheid van de cultuurraden, veeleer dan tot die van de nationale wetgever behoort.

Volgens artikel 2, 6°, van de wet van 21 juli 1971 betreffende de bevoegdheid en de werking van de cultuurraden voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en voor de Franse Cultuurgemeenschap behoren tot de culturele aangelegenheden, bedoeld in artikel 59bis, § 2, 1°, van de Grondwet, de "radio-omroep en televisie, het uitzenden van regeringsmededelingen en van handelspubliciteit uitgezonderd".

Het Internationaal Verdrag betreffende de Televerbindingen, opgemaakt te Montreux op 12 november 1965, en met zijn bijlagen goedgekeurd door de wet van 15 juni 1971, gaf in bijlage 2, artikel 417, de volgende omschrijving van "radio-omroepdienst" (1) :

"Dienst voor radioverbindingen die uitzendingen doet welke bestemd zijn om rechtstreeks door het publiek in het algemeen te worden ontvangen. Deze dienst kan bestaan uit klank-, televisie- of andere soorten van uitzendingen".

.../...

(1) Dat Verdrag is vervangen door het Internationaal Verdrag betreffende de Televerbindingen, opgemaakt te Malaga-Torremolinos op 25 oktober 1973, en goedgekeurd bij de wet van 8 februari 1978, maar de in bijlage gegeven omschrijving van de "radio-omroepdienst" is dezelfde gebleven.

Ofschoon tijdens de parlementaire voorbereiding van artikel 2 van de wet van 21 juli 1971 nooit gewag gemaakt is van het Verdrag van 12 november 1965, moet worden aangenomen dat de wetgever, toen hij in die wet de woorden "radio-omroep en televisie" gebruikte, niet afgeweken is van de definitie van die woorden zoals die gegeven is in artikel 417 van bijlage 2 van het Verdrag dat hij kort voordien had goedgekeurd bij de wet van 15 juni 1971.

Na er als verslaggever op gewezen te hebben dat "la radio-télévision qui fait l'objet du sexto (de l'article 2) ... a particulièrement retenu l'attention (de la Commission de revision de la Constitution)" heeft de heer Wigny in de Kamer van Volksvertegenwoordigers een aantal vragen ter sprake gebracht die in de Commissie aan de orde waren gekomen, onder meer deze : "Les conseils culturels peuvent-ils autoriser des émetteurs libres ? La réponse a été négative car la répartition des ondes pose un problème national et même international" (Pasinomie, 1971, blz. 1.478). Maar dat wil niet zeggen dat de cultuurraden onbevoegd zouden zijn ten aanzien van (al dan niet openbare) diensten als die door de nationale overheid gemachtigd zouden zijn om deel te hebben in de "verdeling van de golflengten" m.a.w. om over een frequentie te beschikken.

Hieruit volgt dat de nationale overheid bevoegd is inzake de toewijzing en de voorwaarden voor het gebruik van de frequenties, alsook wat de andere radioverbindingen dan radio-omroep en televisie betreft. Radio-omroep en televisie, die overigens tot de bevoegdheid van de cultuurraden behoren, onderscheiden zich van de andere radioverbindingen door het criterium van de bestemming, dat is vastgesteld in de bijlagen 2 van de Verdragen van Montreux en Malaga-Torremolinos : zij zijn "bestemd om rechtstreeks door het publiek in het algemeen te worden ontvangen".

.../...

Het feitelijk monopolie van beide Nationale Instituten van Radio en Televisie maakt dat onderscheid thans weliswaar enigszins theoretisch. Toch mogen de bevoegdheden van de nationale wetgever niet worden verward met die van de cultuurraden, vooral daar het bedoelde monopolie geen wettelijk monopolie is.

De tekst van de artikelen 1, 2 en 4 behoeft op dat punt de verduidelijkingen die hierna zullen worden voorgesteld.

II. De Nederlandse tekst van het ontwerp gebruikt in het opschrift en in tal van bepalingen het woord "radioberichtgeving" als tegenhanger voor het Franse "radiocommunications".

Hij wijkt zodoende af van de terminologie ("radioverbinding") die gebruikt is, niet alleen in de wet van 14 mei 1930, maar ook in de vertaling van de aangehaalde verdragen van Montreux en van Malaga-Torremolinos.

Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers te oordelen of "radioverbinding" niet de voorkeur verdient boven "radioberichtgeving", enerzijds ter wille van de eenvormigheid, anderzijds om verwarring tussen de radio-omroepdiensten en de andere radioverbindingen te voorkomen, met name om de onder I opgegeven redenen met betrekking tot de bevoegdheid.

.../...

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

In 1° vervange men de woorden "bevoegde Minister" door "Minister". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

In de Franse tekst van 3°, b, dient te worden gelezen : "... à l'exclusion de ceux qui sont spécialement conçus ...".

Aan 's Raads algemene opmerking betreffende de bevoegdheid van de nationale wetgever en de daaruit volgende beperking van de werkingssfeer van de ontworpen wet zou tegemoet gekomen kunnen worden door toevoeging van een 7°, waarin de begripsomschrijving van "radio-omroepdienst" uit het Internationaal Verdrag betreffende de Televerbindingen zou worden overgenomen :

"7° radio-omroepdienst; dienst voor radioverbindingen die uitzendingen doet welke bestemd zijn om rechtstreeks door het publiek in het algemeen te worden ontvangen. Die dienst kan bestaan uit klank-, televisie- of andere soorten van uitzendingen".

Artikel 2.

Om de redenen die in de algemene opmerking zijn opgegeven, zou dit artikel moeten worden aangevuld met de woorden "met uitsluiting van de radio-omroepdiensten".

.../...

Artikel 3.

Het eerste lid eist vergunning, niet alleen voor het opstellen en gebruiken van "een station of een net voor radioberichtgeving", maar ook voor het houden van een "zend- of ontvangstoestel voor radioberichtgeving".

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat het ontwerp zou moeten worden aangevuld met een bepaling op grond waarvan de Koning kan vaststellen in welke gevallen geen vergunning vereist is. (Dat zou bij voorbeeld kunnen gelden voor bepaalde toestellen of inrichtingen, zoals afstandsbediening of sommige spelen).

Voor kritiek vatbaar zijn de woorden "aan boord van een vaartuig, vliegtuig of andere drager van Belgische nationaliteit", die in de plaats komen van de woorden "aan boord van een schip, boot of luchtvaartuig van Belgische nationaliteit" uit de wet van 14 mei 1930". Alleen zeeschepen (in de zin van artikel 1 van Boek II van het Wetboek van Koophandel) en luchtvaartuigen kunnen de Belgische nationaliteit bezitten (artikel 1 van de Wet van 2 april 1965 betreffende de nationaliteit van zeeschepen en de teboekstelling van zeeschepen en binnenschepen en artikel 6 van de wet van 16 november 1919 aangaande het regelen der luchtvaart). Het gaat derhalve niet aan, te spreken van de Belgische nationaliteit van een vaartuig of van enige "andere drager". De betwiste woorden kunnen worden vervangen door de volgende tekst (waarvoor uitgegaan is van de tekst van artikel 7 van de wet van 13 juni 1969 inzake het continentaal plat van België) : "aan boord van een zeeschip of een luchtvaartuig van Belgische nationaliteit of van een binnenschip of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht".

.../...

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 4 en 5 van het ontwerp.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 3 :

"§ 1. Niemand mag in het Rijk dan wel aan boord van een zeeschip of een luchtvaartuig van Belgische nationaliteit of van een binnenschip of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht,een zend- of ontvangtoestel voor radioverbinding houden, of een station of een net voor radioverbinding aanleggen en doen werken zonder schriftelijke vergunning van de bevoegde Minister. Die vergunning kan worden ingetrokken".

§ 2. De Koning bepaalt de algemene regels inzake toekenning en intrekking van de in § 1 bedoelde vergunning. Hij kan bepalen in welke gevallen die vergunning niet vereist is.

§ 3. De bevoegde Minister bepaalt de verplichtingen van de vergunninghouders en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten moeten voldoen. Hij kan zijn bevoegdheid tot het afgeven van vergunningen overdragen aan een ambtenaar van de Regie, hierna te noemen zijn gemachtigde.

§ 4. Geen vergunning is vereist voor de radioomroepzendstations van de Instituten der Belgische Radio en Televisie, noch voor de stations voor radioverbinding die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid aangelegd en gebruikt worden door de diensten die onder de Minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten".

Artikel 4.

De tekst onder a) zou de bevoegdheden van de cultuurraden onverkort moeten laten, zoals in de algemene opmerking gezegd is. Voorgesteld wordt dit als volgt in de tekst te verwerken :

"a) onverminderd de bepalingen die voor de radio-omroepdiensten gelden, radioberichten uitzenden of trachten uit te zenden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Het tweede lid van de tekst onder c) strekt ertoe, aan het geheim van de radioverbindingen een zelfde wettelijke bescherming te verlenen als artikel 22 van de Grondwet verleent aan de brieven die aan de post worden toevertrouwd. Voor die bepaling van het ontwerp is overigens uitgegaan van artikel 3, b), van de wet van 14 mei 1930.

Het is zeer de vraag of de wetgever van 1930 en de stellers van het ontwerp de bedoeling hebben gehad te verbieden dat ruchtbaarheid wordt gegeven aan het enkele bestaan van radioverbindingen die tot stand worden gebracht door personen zonder regelmatige vergunning, en evenzeer kan worden betwijfeld of de bewuste bepaling moet worden uitgelegd als een afwijking van artikel 30 van het Wetboek van Strafvordering.

Voorgesteld wordt het tweede lid aan te vullen met de woorden "behalve in de gevallen waarin die bekendmaking door de wet opgelegd of toegestaan is".

.../...

Artikel 5.

De tekst van het eerste lid zou leesbaarder en nauwkeuriger kunnen worden door inachtneming van een der bij artikel 3 gemaakte opmerkingen. Voorgesteld wordt :

"Het is verboden aan boord van een zeeschip of een luchtvaartuig, van welke nationaliteit ook, of van een binnenschip of enige andere drager, aan welk recht ook onderworpen, een radio-omroepdienst te vestigen en te exploiteren waarvan de uitzendingen bestemd zijn om ontvangen te worden, of ontvangen kunnen worden, op het grondgebied of op een deel van het grondgebied van een der overeenkomstsluitende partijen bij de Europese Overeenkomst voor de beteugeling van radio-omroepuitzendingen door stations buiten nationaal grondgebied, opgemaakt te Straatsburg op 22 januari 1965 en goedgekeurd bij de wet van 18 juli 1967.

Niemand mag in het Rijk of aan boord van een zeeschip of een luchtvaartuig van Belgische nationaliteit, of van een binnenschip of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht, en geen Belg mag buiten het Rijk een van de in het eerste lid bedoelde radio-omroepdiensten vestigen of exploiteren dan wel rechtstreeks of onrechtstreeks meewerken aan het vestigen of exploiteren van een zodanige dienst".

Als het artikel in zijn vierde lid toch een opsomming geeft van de tuigen die door middel van bepaalde uitzendingen gered kunnen worden, behoort die opsomming volledig te zijn en rekening te houden met de wet van 16 februari 1977 houdende goedkeuring van de overeenkomst inzake de redding van ruimtevaarders.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De bepalingen van dit artikel gelden niet voor handelingen verricht met het oog op hulpverlening aan of redding van een zeeschip, een luchtvaartuig, een drijvend of door de lucht gedragen voorwerp of een ruimteschip in nood, of met het oog op de bescherming van mensenlevens".

Artikel 6.

België "ondertekent" geen reglementen. Die worden het land opgelegd krachtens akkoorden welke het heeft ondertekend.

De opmerking betreffende de nationaliteit van de "dragers" geldt ook voor deze bepaling.

Het eerste lid zou derhalve beter als volgt worden geredigeerd :

"Onverminderd de bepalingen van de internationale akkoorden die België heeft ondertekend of van de ter uitvoering van die akkoorden vastgestelde reglementen, mag een station voor radioverbinding dat aangelegd is aan boord van een zich in het Rijk bevindend zeeschip of luchtvaartuig, ongeacht de nationaliteit van dat zeeschip of luchtvaartuig, niet met andere stations voor radioverbinding in verbinding treden dan door tussenkomst van de Belgische landstations van de mobiele zee- of luchtvaartdiensten, al naar het geval".

+

.../...

In het tweede lid en het derde lid moeten de woorden "van dit artikel" vervallen.

+

In het tweede lid, a, duide men de diensten van het Ministerie van Landsverdediging met dezelfde formule aan als voorgesteld is voor § 4 van artikel 3. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 7, 8 en 9.

In het tweede lid, b, moeten de woorden "voor zover de omstandigheden deze seinen, oproepen en berichten rechtvaardigen" als overbodig vervallen. Het is zaak van de rechtbanken voor ieder geval te oordelen of het om werkelijke noodseinen enz. ging en of de afwijking van het eerste lid derhalve gerechtvaardigd was.

Ten slotte is het verkieslijk de woorden "en op de antwoorden die zij meebrengen" te vervangen door "en de beantwoording ervan".

Artikel 7.

Dit artikel lijkt, zoals het geredigeerd is, het te koop of ter verhuring aanbieden van niet vooraf door de Regie goedgekeurde zend- of ontvangtoestellen te verbieden, zonder een onderscheid naargelang die toestellen voor uitvoer dan wel voor gebruik binnen het Rijk bestemd zijn.

Mocht de Regering de goedkeuring willen beperken tot de toestellen voor gebruik binnen het Rijk, dan zou de tekst in die zin moeten worden verduidelijkt.

.../...

Onder voorbehoud van deze opmerking zou artikel 7 beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 7.-

Geen zend- of ontvangtoestel voor radioverbinding mag te koop of ter verhuring aangeboden worden voor gebruik in België als het niet door de Regie goedgekeurd is als te beantwoorden aan de technische voorschriften vastgesteld door de bevoegde Minister.

De bevoegde Minister stelt de nadere regelen inzake de goedkeuring.

Het eerste lid is niet van toepassing op het radioelektrisch materiaal dat voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid wordt besteld door de diensten die onder de Minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten".

De bij artikel 7 gemaakte opmerking geldt ook voor artikel 8 van het ontwerp.

Artikel 8.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

Het is verboden een zend- of ontvangtoestel voor radioverbinding voor gebruik in België te verkopen, te verhuren, in leen te geven of te schenken aan iemand die de in artikel 3, eerste lid, voorgeschreven vergunning niet heeft verkregen.

.../...

Iedere constructeur, verkoper of verhuurder van zend- of ontvangtoestellen voor radioverbinding en eenieder die, zelfs toevallig, een toestel of een stel van losse stukken waarmee een zodanig toestel gebouwd kan worden, verkoopt, verhuurt, in leen geeft of schenkt, moet daarvan aangifte doen bij de bevoegde Minister of bij zijn gemachtigde.

De aangifte moet vermelden :

1° de aard en de datum van de verrichting;

2° de naam en voornamen of de firma en het adres van de verkrijger;

3° het nummer van de in artikel 3, eerste lid, bedoelde vergunning.

De aangever moet zich van de juistheid van die inlichtingen vergewissen. Hij mag daartoe eisen dat de identiteitskaart van de verkrijger of enig ander bewijsstuk wordt overgelegd.

De Koning bepaalt de nadere regelen voor de toepassing van dit artikel en stelt de passende controlemaatregelen vast.

Dit artikel is niet van toepassing op het radioelektrisch materiaal dat voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid wordt besteld door de diensten die onder de Minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten".

.../...

Artikel 9.

Aan het slot van het eerste lid vervange men de woorden "de constructie van dergelijke toestellen" door "het bouwen van die toestellen".

Het tweede en het derde lid redigere men zoals het vijfde en het zesde lid van de tekst die hiervoren voor artikel 8 is voorgesteld.

Artikel 10.

Deze bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

"**Artikel 10.-**

De Koning stelt de verordeningen van algemeen bestuur en de politieverordeningen betreffende de radio-verbindingen alsook de verordeningen betreffende de bescherming daarvan vast, inzonderheid de technische voorschriften waaraan de toestellen die radio-elektrische storingen kunnen verwekken, moeten voldoen".

Artikel 12.

Naar aan de Raad van State is verklaard, ligt het niet in de bedoeling van de Regering af te wijken van de rechtsregels betreffende de aansprakelijkheid van publiekrechtelijke personen, maar wil zij alleen voorkomen dat de Staat aansprakelijk wordt gesteld wegens het verkeerd of schadelijk gebruik dat een vergunninghouder daarvan zou kunnen maken.

.../...

Aangezien de Regering zich wenst te schikken naar het gemeen recht, dat in genen dele het gevaar oplevert waartegen het eerste lid de Staat bedoelt te beschermen, moet de afwijking die in dit artikel duidelijk besloten ligt, vervallen.

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De Koning bepaalt onder welke voorwaarden de houder van een vergunning voor zijn kosten wordt vergoed wanneer hem, om redenen van openbaar belang, een ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 13.

In het eerste lid vervange men de woorden "bij in Ministerraad besproken besluit" door "bij een in Ministerraad overlegd besluit".

Het verdient aanbeveling in de Franse tekst van het derde lid het woord "indemnisation" te vervangen door "indemnité".

Artikel 14.

De eerste volzin van het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De Koning kan de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toekennen aan de personeelsleden van de Regie die Hij belast met het vaststellen van overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten".

.../...

Ligt het niet in de bedoeling van de Regering af te wijken van de ter zake geldende bepalingen van het Wetboek van Strafvordering, dan moeten het tweede en derde lid van dit artikel als overbodig vervallen.

Artikel 15.

De eerste drie alinea's van dit artikel dienen als volgt te worden geredigeerd :

"Artikel 15.-

Overtreding van de artikelen 3 en 4 van deze wet en van de ter uitvoering van artikel 13 genomen besluiten wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van tweehonderd frank tot tweeduizend frank of met een van die straffen alleen.

Overtreding van artikel 5 van deze wet wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van tienduizend frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

Overtreding van de artikelen 6, 7, 8 en 9 van deze wet en van de ter uitvoering van de artikelen 7, 8, 9 en 10 genomen besluiten wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van honderd frank tot duizend frank of met een van die straffen alleen".

Het vierde lid zou nader moeten bepalen dat de verbeurdverklaring door de rechtbank moet worden uitgesproken.

.../...

De volgende, op artikel 43 van het Strafwetboek afgestemde tekst wordt voorgesteld :

"De verbeurdverklaring van zonder vergunning gehouden zend- en ontvangtoestellen voor radioberichtgeving en van elk ... wordt altijd uitgesproken".

Artikel 16.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 16.-
De wet van 14 mei 1930 over de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1957 en 18 december 1962, wordt opgeheven".

Van haar kant bepaalt de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon in artikel 23, laatste lid :

"Worden aan de Regie overgedragen, de rechten en verplichtingen van de Regering voorzien ... bij de wet van 10 maart 1925 op de bezorging van elektrische energie, bij artikel 1 van de wet van 14 mei 1930 op de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen".

In die bepaling zou de verwijzing naar de wet van 14 mei 1930 moeten worden opgeheven.

.../...

Derhalve wordt voorgesteld aan de ontwerp-wet een nieuw artikel toe te voegen, luidende :

"Artikel 17.-

In artikel 23, derde lid, van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon vervallen de woorden "bij artikel 1 van de wet van 14 mei 1930 op de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.